

Le caprice du président Nkurunziza

Burundi Bujumbura maintient des élections déjà reniées par la communauté internationale.

Analyse Marie-France Cros

Pierre Nkurunziza le veut. Les élections communales et législatives burundaises auront donc lieu ce lundi et la présidentielle – à laquelle il se présente malgré l'interdiction formelle d'un troisième mandat par l'Accord de paix d'Arusha – le 15 juillet.

Elles auront lieu, a-t-il décidé, bien que l'opposition ait annoncé vendredi qu'elle boycotterait tous les scrutins, les conditions n'étant pas réunies pour qu'ils puissent avoir lieu.

Bien que la société civile et l'Église burundaises, l'Union européenne, la Communauté est-africaine, l'Union africaine aient jugé, elles aussi, que les conditions n'étaient pas réunies.

Bien que deux des cinq membres du bureau de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) aient fui le pays en dénonçant des pressions.

Bien que l'Union européenne et la Belgique aient coupé leur financement des scrutins et retiré leurs observateurs en raison des mauvaises conditions de vote.

Bien que le parti présidentiel CNDD-FDD se soit déchiré sur la question : quelque 140 cadres en ont été exclus pour être défavorables à un troisième mandat du

Président.

Bien que le Commissariat aux droits de l'homme de l'Onu ait mis en garde contre le risque de guerre civile que la candidature du président sortant a créé.

Dieu et les généraux

Pierre Nkurunziza croit qu'il a été choisi par Dieu et ne renoncera donc pas, malgré les plus de 70 morts occasionnés par la répression, à balles réelles, de deux mois de protestation non armée – qui n'a jamais dégénéré en pillages, en dépit de la misère – contre sa candidature.

Il est conforté dans son obstination par une dizaine de généraux issus, comme lui, de l'ex-guérilla CNDD-FDD, qui se sont, eux aussi, enrichis durant leurs dix ans aux affaires. Pierre Nkurunziza a décidé de passer en force.

Les conséquences prévisibles sont pourtant dramatiques.

En dépit de quelques succès (dont la réconciliation ethnique, que le régime tente aujourd'hui de saboter pour que les Hutus se regroupent autour de lui), le pays n'a pas été bien géré, les dirigeants ne s'occupant, depuis cinq ans, que de se maintenir au pouvoir. *"Non seulement on ne parle plus de questions*

économiques ni sociales depuis deux ans, mais même la politique est limitée à cette question du troisième mandat", nous dit un opposant.

Aujourd'hui, le Burundi est parmi les plus pauvres du monde : 180^e sur 187 pays pour le développement humain, selon l'Onu. La différence est éclatante avec le Rwanda voisin, sorti d'un génocide qui a fait un million de morts il y a 20 ans.

Les obéissants

La misère "normale" s'est encore accrue avec la crise politique : celle-ci a paralysé l'activité économique qui avait résisté à une corruption si importante, dans les cercles dirigeants, qu'elle a découragé tout investissement.

La crise interne au CNDD-FDD sur le troisième mandat s'est soldée par l'expulsion de beaucoup des intellectuels qui restaient au parti bien qu'ils y soient régulièrement évincés par les anciens maquisards. Et cela va s'aggraver : *"Pour ces élections"*, nous dit un frondeur du CNDD-FDD, *"le parti a choisi non pas des gens qualifiés ou populaires pour figurer sur les listes électorales, mais les obéissants. Ce sera le pire parlement qu'on ait jamais eu."*

M. Nkurunziza croit qu'il a été choisi par Dieu et ne renoncera pas, malgré les 70 morts de la répression.

Trois morts à la veille des élections

Trois morts, des explosions de grenades et des tirs nourris : la capitale burundaise Bujumbura a connu une nouvelle nuit de tensions à la veille des élections législatives et communales controversées de lundi pour lesquelles tout est cependant "prêt" selon la commission électorale. Ces violences nocturnes se sont concentrées dans des quartiers périphériques de la capitale, foyers du mouvement de contestation déclenché fin avril.

Le président de l'Assemblée nationale burundaise Pie Ntavyohanyuma a annoncé dimanche depuis Bruxelles qu'il se trouvait "momentanément contraint" de rester loin de son pays. Il a dénoncé le "forcing" du président Nkurunziza et l'a appelé à engager un "dialogue inclusif" avec toutes les composantes politiques. (AFP)